

C'ÉTAIT LEUR JOURNÉE POUR L'INDÉPENDANCE

Toute l'Algérie a manifesté

Dans une interview à «AFRIQUE-ACTION»

M. SAAD DAHLAB :

« Nous accorderons aux Français tous les droits qui leur permettront de s'épanouir en Algérie »



Un certain nombre de manifestations contre la répression et pour la paix ont eu lieu dans les rues de Boulogne (en haut), la manifestation silencieuse de la place Cléchy (au centre), le cortège, hier après-midi, place Cléchy (en bas).

L'HERDOMADAIRE tunisien « Afrique-Action » a publié hier matin une longue interview de M. Saad Dahlab, ministre des Affaires étrangères du G.P.R.A. Publiée sous le titre : « Nous pouvons nous entendre avec la France », cette interview précise la position du P.L.N. sur un certain nombre de points essentiels. Elle est, dans une large mesure, une réponse — conçue en termes extrêmement conciliants — aux dernières déclarations de M. Joxe.

M. Dahlab a insisté sur les points suivants :

L'AUTODETERMINATION

D'après la réponse de M. Joxe, la France n'accepte pas de négocier sur la souveraineté de l'Algérie et maintient donc l'indépendance sur la base de l'autodétermination. Nous ne pouvons pas dire que ce soit la voie régionale, puisque nous-mêmes avons accepté les deux problèmes essentiels. Nous savons que l'autodétermination aboutira également à l'indépendance et à l'intégrité territoriale.

Si l'on ne chicane pas sur l'intégrité territoriale, le reste du problème est facile. Facile, puisque ce qui tient à cœur à la France c'est de sauvegarder ses intérêts et ceux de ses ressortissants. Intérêts qui coïncident avec le souci que nous avons de ne pas interrompre le développement économique et social de l'Algérie, mais de le favoriser et d'élever le niveau de vie du peuple.

L'OBJET DE LA NEGOCIATION

Si l'on doit avoir négociation, son objet essentiel est de s'entendre sur la souveraineté de l'Algérie et sur le problème de l'économie nationale.

Nous voulons que les Français qui veulent garder leur patriotisme soient entièrement libres. Ça comprendra parfaitement bien que la France ne peut pas du jour au lendemain sacrifier ses 400.000 hommes. Il faut une étape. Je pense qu'il n'est pas exagéré de parler des bases militaires. C'est l'objet des négociations. Si nous arrivons à nous entendre, c'est l'Algérie souveraine qui devra donner toutes les garanties pour surveiller les oléoducs, etc.

Nous sommes intransigeants sur la minorité française interne et externe. Nous sommes pour une politique de non-engagement, ce qui exclut des accords contraignants à cette politique. Par ailleurs, du moment qu'il y aura une période transitoire, je ne vois pas... la France, qui est à une heure du jour au lendemain sans avoir rien pour sauvegarder ses intérêts ou ceux de la minorité française.

LA PERIODE TRANSITOIRE

Durant cette période transitoire il faudra une adaptation des Français d'Algérie à un pouvoir purement algérien et une adaptation de ce dernier à la France. Nous voulons que les Français qui restent dans leur pays, tout le monde doit s'adapter à cette situation. Il doit y avoir coopération nationale et dans le nord de l'Algérie. On ne doit pas du jour au lendemain couper d'un coup de ciseaux ce qui existe. Vous allez voir s'établir petit à petit la police algérienne dont le rôle sera de surveiller le pétrole et le gaz, dont la majorité sera écoulée en France et en Europe occidentale, parce que nous ne sommes pas encore évolués en Afrique pour consommer beaucoup de pétrole et de gaz.

Il faut résoudre le problème de la minorité française. Nous sommes pour être les seuls parmi les colonisés qui voient la possibilité de vivre avec leurs anciens colonisateurs. Ce que nous leur demandons, c'est de ne plus se considérer comme des supérieurs.

Nous sommes décidés à leur accorder tous les droits qui leur permettront de s'épanouir en Algérie. Nous ne voulons pas de l'Algérie.

LES INTERETS DE LA FRANCE

Il y a un plan qui ne souffre pas de discussion : c'est le plan culturel. Nous voulons le consacrer, le développer, même, et sur ce plan, vous êtes bien placés pour savoir que la France a tout à y gagner, et rien à y perdre. Elle conservera malgré tout, malgré elle, une certaine influence, qui sera en fait, un élément de la France comprise que pour nous il ne suffit pas de placer des Algériens au pouvoir, un drapeau algérien, et que c'est l'indépendance, il faut reconstruire l'économie nationale algérienne qui est une économie nationale. Ce n'est pas incompatible avec les intérêts de la France. Il faut que l'Etat algérien se substitue à l'Etat français et ceci n'est en rien contraire aux intérêts de la France, ni des Français.

En vérité, nous sommes beaucoup plus conciliants et beaucoup plus désireux d'un cessez-le-feu que les Français.

Si le Sahara n'était pas reconnu comme algérien et si nous n'étions pas conciliants, nous devrions accepter.

M. YAZID :

« Le peuple algérien a apporté une contribution décisive à la cause de la négociation »

Au cours de la conférence de presse qu'il a donnée hier soir à Tunis, M. Mohamed Yazid, ministre de l'Information du G.P.R.A., a tiré les enseignements de la journée nationale du 1^{er} novembre.

« Le peuple algérien s'est auto-déterminé dans les faits en plébiscitant la politique du G.P.R.A. à-t-il dit. »

« Les manifestations avaient un caractère pacifique. Aucun mort, aucun blessé. C'est la première fois que les manifestations étaient organisées par le peuple algérien. Il n'y a eu aucune violence, aucune manifestation de haine, aucune manifestation de violence. C'est la première fois que les Européens d'Algérie et les Algériens ont pu apparaître l'indépendance de l'Algérie, des autorités algériennes. C'est la première fois que les Européens d'Algérie ont pu apparaître l'indépendance de l'Algérie, des autorités algériennes. C'est la première fois que les Européens d'Algérie ont pu apparaître l'indépendance de l'Algérie, des autorités algériennes. »

« Cette journée a démontré aussi, a ajouté M. Yazid, que l'Algérie n'est pas un trou noir, une boîte à lettres. Elle est capable de répondre à ses propres besoins. Elle est capable de contribuer à la cause de la négociation et de la paix. »

« Nous pouvons nous entendre avec la France. Nous sommes pour une politique de non-engagement. Nous sommes pour une politique de coopération nationale. Nous sommes pour une politique de dialogue. Nous sommes pour une politique de négociation. »

MEETINGS EN TUNISIE, AU MAROC ET DANS PLUSIEURS AUTRES PAYS

L'occasion du septième anniversaire de la révolution algérienne a été marquée par des meetings de solidarité ont eu lieu dans plusieurs pays arabes et notamment à Tunis, Rabat et Casablanca.

Tunis, devant 6.000 personnes, aux côtés de M. Bahi Laghdam, au cours de la manifestation organisée par le Neo-Destour, M. Ben Khedda a déclaré :

« Le 1^{er} novembre, la révolution algérienne s'engage dans sa huitième année. Elle a déjà ébranlé le colonialisme non seulement en Algérie, mais dans toute l'Afrique. »

Après avoir évoqué l'assistance à avoir une pensée pour les martyrs tombés pour leur patrie, il a poursuivi :

« Nous pouvons avancer aujourd'hui vers l'indépendance point à l'horizon. »

Le Maroc a marqué le septième anniversaire de la révolution algérienne par un meeting à Fes auquel ont assisté le roi Hassan II et Bakoum Krim, vice-président du G.P.R.A.

D'autres meetings ont eu lieu à Beyrouth, à Bagdad, à Moscou, à Pékin, etc.

Enfin, toujours à l'occasion du 1^{er} novembre, M. Ben Khedda a reçu des messages de solidarité et de sympathie de M. Khrushchev, de M. Brejnev, président du Conseil d'Etat, de M. S. Sekou Touré et Modibo Keita.

Le groupe afro-asiatique demande la reprise immédiate de la négociation.

Le groupe afro-asiatique aux Nations Unies a demandé hier la reprise immédiate de négociations « officielles et directes » entre la France et le G.P.R.A.

Dans une déclaration adoptée à l'unanimité, le groupe afro-asiatique déclare également que la libération de Ben Bella et de ses compagnons et leur participation aux négociations seraient une contribution positive à la cause de la paix.

MANIFESTATIONS DE SOLIDARITÉ A PARIS ET EN BANLIEUE

Algerien a été abattu lors des manifestations du 1^{er} octobre. La délégation a déposé une gerbe portant les mots : « Le PSU à ceux qui sont morts pour leur liberté » et s'est ensuite retirée sans que la police soit intervenue.

700 SIGNATURES à LA VIERM sur une pétition qui a été portée en délégation à la municipalité de Saint-Ouen.

JOURNÉE D'ACTION POUR LA PAIX demain vendredi dans le XIX^e arrondissement, avec commémoration des signatures et rassemblements locaux, l'appel du Mouvement de la Paix.

Ben Bella et les détenus de Turquant commencent une grève de la faim

Les avocats des ministres algériens détenus en France ont publié hier soir, de leur part, un communiqué dans lequel, après avoir évoqué la répression qui s'est abattue sur les Algériens, ils annoncent leur décision de faire une grève de la faim illimitée pour :

1^{er} Dénoncer cette politique de pire qui se poursuit au mépris des traditions de la conscience française comme des lois de la guerre et des règles d'humanité les plus élémentaires.

2^{er} Exiger la libération immédiate de tous les Algériens détenus en France et l'ouverture de négociations directes et officielles entre la France et le G.P.R.A.

3^{er} Protester contre les poursuites engagées contre leurs avocats dont le procès prévu à partir du 6 novembre, constitue un défi à la justice.

4^{er} Communier avec tous les frères maghrébins et sociaux-maghrébins, d'instaurer aussi avec les ressortissants marocains et tunisiens victimes de mêmes mesures de provocation raciste.

5^{er} Exiger que le propre problème, non sous l'angle des condamnations de leur détention, mais de son principe, même puisqu'elle résulte d'une violation du droit des gens, d'être atteinte à la souveraineté de l'Etat indépendant du Maroc et d'un acte de piraterie au regard de la loi internationale.

300 colis de vivres distribués à Nanterre

Plus de 300 colis de vivres ont été distribués mardi par le Secours populaire dans les bidonvilles de Nanterre. Chaque jour, mandats et lots d'habits, ainsi que des vêtements, sont distribués aux habitants du bidonville.

C.C.P. Genevieve-Loree, 16.451.66 Paris.

Le PSU place Cléchy

Soudain, des tracts verts, rouges, bleus et oranges, sont lancés et les cris de « Libérez Ben Bella » et « Assés da sang ».

Cette manifestation, qui s'est terminée à l'hôtel de ville où le maire S.F.O. M. Le Gallo a reçu une délégation, était le point d'aboutissement d'une journée d'action pour la paix négociée qui s'est déroulée dans les différentes entreprises de Boulogne. Chez Renault notamment un millier de travailleurs s'étaient rassemblés place Nationale, tandis que des prises de parole et des rassemblements avaient lieu à l'île Seguin.

L'appel à ces premières manifestations, qui furent lieu vers midi avait été lancé par les syndicats CGT et C.F.T.C.

300 colis de vivres distribués à Nanterre

Plus de 300 colis de vivres ont été distribués mardi par le Secours populaire dans les bidonvilles de Nanterre. Chaque jour, mandats et lots d'habits, ainsi que des vêtements, sont distribués aux habitants du bidonville.

C.C.P. Genevieve-Loree, 16.451.66 Paris.

Ben Bella et les détenus de Turquant commencent une grève de la faim

Les avocats des ministres algériens détenus en France ont publié hier soir, de leur part, un communiqué dans lequel, après avoir évoqué la répression qui s'est abattue sur les Algériens, ils annoncent leur décision de faire une grève de la faim illimitée pour :

1^{er} Dénoncer cette politique de pire qui se poursuit au mépris des traditions de la conscience française comme des lois de la guerre et des règles d'humanité les plus élémentaires.

2^{er} Exiger la libération immédiate de tous les Algériens détenus en France et l'ouverture de négociations directes et officielles entre la France et le G.P.R.A.

3^{er} Protester contre les poursuites engagées contre leurs avocats dont le procès prévu à partir du 6 novembre, constitue un défi à la justice.

4^{er} Communier avec tous les frères maghrébins et sociaux-maghrébins, d'instaurer aussi avec les ressortissants marocains et tunisiens victimes de mêmes mesures de provocation raciste.

5^{er} Exiger que le propre problème, non sous l'angle des condamnations de leur détention, mais de son principe, même puisqu'elle résulte d'une violation du droit des gens, d'être atteinte à la souveraineté de l'Etat indépendant du Maroc et d'un acte de piraterie au regard de la loi internationale.

À la fin de la soirée d'hier, à Alger, un porte-parole de la Délégation générale a publié une longue déclaration dont la conclusion était la suivante : « Le bilan officiel et total des victimes de la journée du 1^{er} novembre pour toute l'Algérie s'élève à 77 morts et 146 blessés, parmi lesquels on compte 3 morts et 16 blessés dans le service d'ordre. »

La plupart des observateurs estiment que le bilan réel est beaucoup plus lourd, et que le chiffre des victimes algériennes à déplorer est, en réalité, beaucoup plus lourd, au terme d'une journée où, partout, les manifestations musulmanes furent puissantes et disciplinées, et où, partout, le service d'ordre s'est montré — c'est le moins qu'on puisse dire — quelque peu nerveux.

LA JOURNÉE A ALGER

ORSQUE le jour s'est levé sur Alger, le dispositif de sécurité était en place : relativement peu important dans les quartiers européens, il se renforçait au fur et à mesure que l'on s'approchait des quartiers musulmans.

Dès 4 heures du matin, des barages de chevaux de frise avaient été installés, fermant ces quartiers, ne laissant qu'un étroit passage pour les pions et les volontaires. Tous les accès de Bab-El-Kharrouj, les petites ruelles qui aboutissent rue Bab-Azoun, comme la place du gouvernement, sont ainsi bouclées par des réseaux de barbelés qui gardent des boucliers de troupes appuyés tout le long du front de mer par des blindés et des jets.

Le mot d'ordre de grève diffusé par le F.L.N. a été suivi : les boutiques sont fermées, les vendeurs musulmans bouclent le marché, et les travailleurs algériens se préparent à manifester dans le calme et conformément aux consignes reçues.

8 heures. — Les premières manifestations de la journée se déclenchent aux abords des grandes places de Bab-El-Kharrouj, de la place de l'Indépendance, de la place de l'Unité et de la place de la République. Des milliers de personnes se rassemblent, les drapeaux blancs et verts commencent à apparaître, de petits groupes de musulmans se forment.

8 h 30. — Au Clos Salembier, en haut de Bircourt, ils sont déjà plusieurs milliers dans les rues. Les femmes, les enfants, les hommes, crient : « Algérie algérienne ! », « Ben Khedda au pouvoir ! »

À Dar El Kef, le service d'ordre chargé de disperser le cortège des manifestants a tué plusieurs Algériens sans blessés.

9 heures. — Toute la circulation est bloquée à Alger : seuls peuvent rouler les véhicules militaires — seuls, ils peuvent franchir les barrières.

À Dar El Kef, les manifestants, ont reculé de quelques mètres devant la charge des forces de l'ordre. À aucun moment, ils ne tentent de franchir les barrières. Des enfants s'avancent vers le barrage de militaires en criant des slogans. Pour les refouler, les militaires, à leur tour, marchent sur les têtes. Des coups de feu éclatent, 3 musulmans sont tués, neuf autres blessés — c'est là le chiffre officiel. Impitoyablement refoulés par le service d'ordre, les journalistes ont donc vu un photographe américain se faire même confisquer son appareil.

14 heures. — A la Bouzarèche, à Hussein Dey, les hauteurs de Belcourt, le quartier du Climat de Fort, les hauteurs du Fort l'Empereur, ont été parcourus par le service d'ordre F.L.N., acclamant l'Algérie indépendante et les noms des chefs du G.P.R.A.

17 heures. — Un calme apparent s'est instauré, revenu, de l'heure de déjeuner. Des hélicoptères tournent, à très basse altitude, lâchant des grenades lacrymogènes sur les groupes de manifestants musulmans.

18 heures. — A la Bouzarèche, à Hussein Dey, les hauteurs de Belcourt, le quartier du Climat de Fort, les hauteurs du Fort l'Empereur, ont été parcourus par le service d'ordre F.L.N., acclamant l'Algérie indépendante et les noms des chefs du G.P.R.A.

19 heures. — Des coups de feu sont tirés dans le quartier de Climat de France ; quatre musulmans sont tués. Des ambulances musulmanes emmènent à l'hôpital des musulmans blessés. On ignore encore combien de coups de feu ont été tirés. Le bruit ne couvre pas le bruit de « Yaya G.P.R.A. », « Yaya Ben Khedda », lancés par des manifestants, précédés d'un cortège d'enfants brandissant des drapeaux verts et blancs.

20 h 30. — Deux cortèges, précédés de drapeaux, parcourent les rues de Bab-El-Kharrouj. Un millier de manifestants se dirigent de la place du Gouvernement vers la place de l'Indépendance. Une section de C.R.S. se porte à leur rencontre. Les manifestants sont repoussés vers la place du Gouvernement, où ils se regroupent. Une grève de solidarité est déclenchée, les Algériens sont blessés.

21 heures. — Les points névralgiques restent les quartiers de la Casbah, de Bab-El-Kharrouj, de la cité des fonctionnaires.

ORAN : Manifestations ininterrompues

Dans les autres quartiers, où les manifestants ont tenté de se former en cortège, les grenades et les coups de feu ont été lancés.

19 heures. — Le calme est revenu dans toute la ville. Bilan officiel de la journée à Oran : trois morts et 146 blessés, dont 3 musulmans. Aucun membre du service d'ordre n'a été tué ou blessé. Quatre cents musulmans ont été arrêtés.

Deux morts à Relizane et à Mostaganem

Les principales villes d'Oranie — notamment Tlemcen, Tiziouz et Guelma — ont été parcourues par le service d'ordre F.L.N. et ont manifesté en faveur de la grève de solidarité nationale. Les victimes à Relizane, Mostaganem et Guelma, dans le Sud Saharien, ont été tués ou blessés.

13 heures. — Une certaine effervescence se manifeste dans le quartier mixte de Médina ainsi que dans le quartier de Plancheurs. Des coups de feu ont été tirés, avenue Sidi-Chami, en bordure du quartier du Petit-Lac, une patrouille ouvre le feu : deux personnes sont tuées, trois blessés, dont une fillette, sont blessés.

16 heures. — Tout l'après-midi, les manifestants musulmans continuent à se grouper en divers quartiers de la ville, mais leurs rassemblements, chaque fois, sont dispersés par le service d'ordre. Des coups de feu et grenades lacrymogènes et de grenades offensives ont été tirés.

Plusieurs incidents ont fait trois morts et deux personnes blessées.

Dans les heures de la nuit, plusieurs coups de feu ont été tirés, causant la mort de deux personnes et blessant deux autres.

Plusieurs coups de feu ont été tirés, causant la mort de deux personnes et blessant deux autres.

Plusieurs coups de feu ont été tirés, causant la mort de deux personnes et blessant deux autres.

CONSTANTINE : Vingt mille manifestants

« Constantine, où la grève a été totale, comme d'habitude, tout au long de la journée. Les manifestations ont commencé dès 8 heures du matin, en dépit d'une formidable service d'ordre qui a tenté de disperser les manifestants. Les coups de feu ont été tirés, causant la mort de deux personnes et blessant deux autres. »

20 heures. — Les coups de feu ont continué, causant la mort de deux personnes et blessant deux autres.

21 heures. — Les coups de feu ont continué, causant la mort de deux personnes et blessant deux autres.

22 heures. — Les coups de feu ont continué, causant la mort de deux personnes et blessant deux autres.

23 heures. — Les coups de feu ont continué, causant la mort de deux personnes et blessant deux autres.

SUITE DE L'ARTICLE D'ALBERT-PAUL LENTIN

(Suite de la page 1)

L'Algérie de demain, un destin honorable. On sait aujourd'hui que sur ce point aussi, et dans cette politique de coopération, il peut être unanime sur les masses, la meilleure et la plus sûre — que l'on appelle « démonstrations pacifiques ». Les premiers à se réjouir devraient être les premiers Européens d'Algérie, dont le ministre des Affaires étrangères du G.P.R.A., Saad Dahlab, vient de dire, dans un communiqué, que l'Algérie doit évaluer le sort dans une Algérie future en des termes qui devraient attirer l'attention de tous.

En dépit de l'intensité des passions et de l'absence de violence, des heures au cours de cette journée du 1^{er} novembre, en dépit aussi des provocations de l'O.A.S., un seul Européen n'a été molesté. On avait déjà que le G.P.R.A. est décidé à ne ménager aucun effort pour leur assurer, dans l'Algérie de demain, un destin honorable. On sait aujourd'hui que sur ce point aussi, et dans cette politique de coopération, il peut être unanime sur les masses, la meilleure et la plus sûre — que l'on appelle « démonstrations pacifiques ». Les premiers à se réjouir devraient être les premiers Européens d'Algérie, dont le ministre des Affaires étrangères du G.P.R.A., Saad Dahlab, vient de dire, dans un communiqué, que l'Algérie doit évaluer le sort dans une Algérie future en des termes qui devraient attirer l'attention de tous.